



Observatoire Jeunes et Société

BULLETIN
D'INFORMATION
Vol. 11, no 1
Automne 2013

Qu'est-ce qui est nouveau dans les nouvelles formes d'engagement citoyen de la jeunesse ?

BERNARD FOURNIER

*Chercheur à la Vrije Universiteit Brussel et
professeur invité à la Haute école de la
province de Liège*

Parmi les citoyens les plus susceptibles d'emprunter de « nouvelles » formes de participation citoyenne, les jeunes sont généralement les premiers concernés. Aujourd'hui, ces nouvelles participations riment souvent avec les possibilités qu'ouvrent Internet et les nouveaux outils de communication. Ainsi, de nombreux commentateurs ont mis en évidence le rôle des réseaux sociaux dans l'organisation des mouvements qui ont mené aux printemps arabes (mais aussi, il serait trop facile de l'oublier, à la vigueur des émeutes qui ont marqué la Grande-Bretagne il y a quelques années). Nouveaux « porte-voix », nouveaux outils d'organisation, nouvelle conception de la démocratie : les ré-

seaux sociaux et Internet en général modifient certainement la donne.

S'il est encore tôt pour en mesurer tous les changements, on peut toutefois s'interroger sur leur portée dans les mobilisations des nouvelles générations. Trois directions nous semblent possibles – certainement complémentaires, mais parfois divergentes. Réseaux sociaux et Internet constituent-ils seulement un outil supplémentaire dans la panoplie des moyens d'organisation, changent-ils fondamentalement la nature de l'organisation ou conduisent-ils à un nouveau type d'engagement, à un nouveau rapport à la politique? Les jeunes d'aujourd'hui, socialisés à partir de ces nouveaux moyens, développent-ils des approches différentes face au politique, de nouvelles approches démocratiques? Comment espèrent-ils les réaliser? Ces attentes des militants se retrouvent-

elles plus largement dans la population? Observe-t-on, parmi les différents groupes de jeunes, des attentes et des formes particulières de participation grâce à ces outils ?

À la suite du colloque organisé en mai 2012 par l'Observatoire à l'ACFAS, plusieurs d'entre nous ont cru utile de réfléchir sur ces questions, de proposer simplement quelques idées qui pourraient, éventuellement, faire l'objet de recherches plus approfondies. Toutefois, cette intention n'a vraiment pris une forme plus concrète que lors du congrès des associations francophones de science politique tenu à Luxembourg en avril dernier. Plusieurs chercheurs intervenants lors d'un panel sur « L'engagement politique des nouvelles générations à l'heure des réseaux sociaux » et un autre sur « S'engager sur Internet » se sont ajoutés à ceux de l'an



490, rue de la Couronne
Québec (Québec) G1K 9A9
Téléphone : (418) 687-6405

INRS
Université d'avant-garde

Télécopieur : (418) 687-6425
obsjeunes@ucs.inrs.ca
www.obsjeunes.qc.ca

Équipe de production du bulletin

Direction de l'OJS :
Nicole Gallant
Coordination de cette édition :
Bernard Fournier
Graphisme et édition :
Observatoire Jeunes et société

Les opinions émises par les participants à ce numéro n'engagent que leurs auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par l'OJS.

dernier. Enfin, la même thématique a été abordée dans le dernier colloque de l'OJS à l'ACFAS sur « Repenser l'engagement des jeunes ». À chacun, un court texte présentant leur position sur cette question a été demandé. L'entreprise a souvent été plus difficile qu'il n'y paraît !

D'entrée de jeu, nous nous devons toutefois de souligner avec tristesse que l'exercice s'est réalisé alors que nous avons subi une immense perte, celle de **Bernard Roudet**. Nous avons personnellement sollicité sa collaboration et il avait fort gentiment accepté d'écrire un texte pour le Bulletin. Il nous l'avait promis avant ses vacances, et il ne s'est pas désisté. Quelques jours après, nous apprenions son décès : ce fut tout un choc. Le petit texte de ce Bulletin aura donc vraisemblablement été une de ses dernières contributions. Il convient de le laisser ouvrir le débat avec ce texte où il expose comment la valorisation de la participation des jeunes à tous les niveaux de la vie publique constitue « une condition indispensable pour favoriser la transmission et la mise en œuvre des valeurs démocratiques ». **Madeleine Gauthier**, fondatrice de l'OJS, lui rend ensuite un vibrant hommage.

Dix courtes contributions, c'était le jeu, viennent ensuite discuter les différentes perspectives de la question. Ainsi, **Marcelle Dubé** voit dans l'engagement actuel des jeunes des continuités et de nouvelles configurations. Elle le démontre en réfléchissant sur les nouvelles temporalités (agir dans le présent et pour maintenant), sur les divers répertoires d'action (les nouveaux médias sociaux favorisant un rapport différent à la diversité) et sur la multiplication des identités. Elle souligne avec intérêt le côté « festif » de certaines formes de mobilisations.

Trois terrains sont ensuite présentés : **Jonathan Bocquet** discute de l'expérience des partis pirates, qui utilisent Internet pour investir le champ politique traditionnel et transformer les

règles du jeu politique. Les technologies numériques sont vues ici comme la clé d'un renouvellement des pratiques démocratiques. **Mathias Babic** s'intéresse au mouvement *Occupy* qui vise à apporter un changement dans le processus démocratique à la suite des dérives économiques de Wall Street en 2011. L'utilisation des nouvelles technologies est fondamentale dans la volonté de ce mouvement d'occuper l'espace médiatique, mais peut aussi, dans certains cas, desservir son action. **François Fecteau**, quant à lui, nous présente l'exemple des « foules éclair » (flash mobs), un phénomène où des gens « sont capables d'agir de concert même sans se connaître ». On peut certes y voir des événements ludiques, mais ils peuvent également servir, par leur forme innovante, les stratégies d'action politique de différents groupes de contestation – surtout en contexte de répression. Il étudie aussi leur rôle dans le cadre du Printemps érable. L'effet de surprise étant passé, le moyen est-il cependant toujours aussi efficace ?

Pour **Nicole Gallant**, l'ère du numérique ne change pas fondamentalement les modes opératoires de l'action. En fait, la transformation ne s'observe pas tant chez les militants, mais plutôt chez ceux qui, typiquement, ne participaient pas : l'ère numérique permet une « extension » de la conversation civique et comme d'autres collaborateurs de ce Bulletin, elle insiste sur le fait que ces dialogues se font entre gens qui ne se « connaissent pas du tout » (ce qui conduit, selon elle, à une « autre forme de politisation »). **Madeleine Pastinelli** développe davantage la question du déplacement de la frontière entre le public et le privé déjà abordée par ailleurs par Gallant. Les plateformes numériques donnent lieu à une véritable exposition de soi qu'il convient d'étudier au plan sociologique. Cependant, loin d'y voir une source d'inquiétude, Pastinelli considère qu'il est ainsi possible « de s'engager tout en se faisant reconnaître des autres comme individu singu-

lier » – ce qui constitue très certainement un phénomène inédit.

Rayén Condeza considère qu'il est parfois trop facile de tomber sur des lieux communs sur cette question (en prétendant que tout a commencé avec Facebook en 2011) et elle partage l'idée que l'action collective s'est toujours organisée autour des technologies de communication disponibles à un moment donné et dans un contexte donné (ce qui constitue le « répertoire de communication » au cœur de l'action collective). **Lynne L. Bernier** aborde aussi la question des stratégies de communication, mais sous un angle différent, celui du contact que les collectivités locales françaises tentent d'entretenir avec leurs citoyens à l'ère du numérique, cherchant à appliquer l'idée d'une « démocratie continue » où l'élu doit se mettre à l'écoute des opinions et des « apports » citoyens. Elle propose une intéressante typologie des autorités des communes à ce propos – typologie qui peut d'ailleurs s'appliquer à la population en général. Elle pose aussi directement la question des téléphones intelligents pour enrichir la démocratie.

Anais Théviot, en réfléchissant davantage sur le rôle du militantisme en ligne dans le cadre des structures partisanes traditionnelles, ne croit pas à son aspect « novateur ». Elle observe plutôt que les technologies numériques encouragent souvent les actions ponctuelles et ne permettent pas de fidéliser une clientèle à un parti politique, une réalité que n'acceptent pas encore les militants « traditionnels » – ce qui peut déstabiliser l'organisation. Pourtant, elle cite aussi d'autres études qui montrent que cette opposition n'a plus sa raison d'être.

Finalement, **Henry Milner** ne croit pas que les médias sociaux actuels développent une meilleure démocratie, mais encouragent plutôt les forces antidémocratiques, car ils filtrent les opinions qui s'opposent aux nôtres, ce qui nuit au compromis nécessaire dans une société démocratique. Pour lui, la route vers une démocratie plus saine réside dans

l'utilisation des médias numériques pour améliorer l'éducation civique et en introduisant des réformes visant à accroître la participation du public, comme l'abaissement de l'âge du vote.

Voilà donc, nous semble-t-il, beaucoup de grains à moudre. Que ce soit dans l'organisation de la mobilisation collec-

tive ou pour susciter des actions individuelles par l'intermédiaire d'apps comme Buycott, par exemple, les supports Internet sont là pour rester encore pour de nombreuses années et influenceront certainement, positivement ou non, la vie politique. .

Valoriser la participation pour mieux reconnaître les jeunes : un enjeu démocratique

BERNARD ROUDET (1955-2013)

Chargé d'études et de recherche à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)

La participation est inséparable du projet fondateur des démocraties. Légitimées par la souveraineté des citoyens, les démocraties leur attribuent une compétence sur la conduite des affaires publiques. Elles les considèrent comme des individus autonomes, aptes à s'engager pour la reconnaissance d'intérêts collectifs, capables d'influer sur les gouvernants et de construire un espace public visant le bien commun. Dans cette perspective, la participation est à la fois une valeur et une pratique. En tant que pratique, elle se décline selon plusieurs modalités : participation politique, participation à des groupements organisés, à des dispositifs institutionnels ou à des actions collectives. Dès lors, évoquer la participation des jeunes, c'est aussi introduire la question de la transmission des valeurs démocratiques et de leur mise en œuvre. Âge des possibles et des choix, la jeunesse est une période d'apprentissage des responsabilités, de construction de la citoyenneté, ainsi que le moment des premières expériences politiques. Quelles seraient les conditions institutionnelles permettant de valoriser l'engagement des jeunes, de renforcer leur participation et de consolider les valeurs démocratiques?

Il n'est pas sûr que l'école, à travers l'éducation civique où l'enseignement de certaines matières puisse seule assurer cette transmission. L'institution scolaire diffuse un savoir, mais transmet plus difficilement des valeurs. Et les jeunes les plus en retrait de la politique et les plus critiques à l'égard de la démocratie sont aussi les moins scolarisés, voire en rupture de scolarité. Ne serait-ce pas en impulsant une régulation démocratique dans l'ensemble du corps social, en mettant en œuvre des actions participatives à différents niveaux de la société, que ces valeurs seraient le mieux transmises? Par l'expérimentation au quotidien de la démocratie, les jeunes auraient davantage le sentiment de son efficacité. Car si la politique évoque chez eux l'image négative des partis et des logiques de pouvoir, elle peut avoir une connotation davantage positive lorsqu'elle concerne les aspects concrets de leur vie quotidienne ou les problèmes liés à la vie en société. Facilement critiques à l'égard des responsables politiques, les jeunes maîtrisent sans doute mieux les grands enjeux sociaux. Leur implication sociale et politique se recompose, à travers des parcours et des expériences diversifiés, selon des modalités moins institutionnalisées et plus individualisées.

Afin de valoriser la participation, il importe de reconnaître des espaces de dialogues et d'élaboration des choix collectifs à différents niveaux de la vie publique. Le sentiment d'appartenance territoriale ne doit pas être négligé, les jeunes étant attachés à un espace qui structure leur vie quotidienne et leurs relations sociales. Des expériences locales de participation peuvent ainsi contribuer à construire la démocratie dans le quartier ou la commune (conseils locaux de jeunes, comités de quartier...) et faire du niveau local un lieu essentiel d'organisation et d'expression d'une société civile. Mais la mise en œuvre de la dimension proprement démocratique de ces espaces de délibération et de participation sera conditionnée par leur ouverture à des publics diversifiés. Pour cela, ces espaces devraient être définis en fonction de problèmes politiquement pertinents, qui donnent sens à la parole des acteurs, davantage que selon une catégorisation a priori en termes de publics (faire participer les jeunes, les pauvres, les immigrés...). En France, par exemple, on constate un déficit de participation et de représentation dans les quartiers dits « sensibles », au sein des banlieues défavorisées. Il s'agirait moins ici de faire participer les seuls jeunes, que de délimiter les problèmes de ces quartiers et les préoccupations de leurs habitants, puis de construire collectivement des réponses adéquates.

Concernant les jeunes, cette démarche devrait conduire à éviter des lieux qui leur sont réservés, pour privilégier une perspective intergénérationnelle de rencontre entre jeunes et adultes.

Un autre enjeu de ces espaces de délibération concerne la participation à la décision. En France, des dispositifs de participation existent au sein de certaines institutions, comme les conseils des délégués dans les lycées. Mais ces dispositifs n'interviennent le plus souvent qu'à la marge du fonctionnement et des attributions de ces institutions. Leur vocation est davantage consultative que décisionnelle. Pourtant, en reconnaissant l'apport des connaissances des acteurs dans la délibération, en les associant à l'élaboration de la décision publique, il y aurait moyen de fonder la dimension démocratique de ces espaces de participation. En retour, cet enjeu décisionnel contribuerait à une meilleure implication citoyenne, tant aux niveaux territoriaux (le quartier et la

commune) qu'institutionnels (l'école...). Les jeunes ne se mobilisent que s'ils perçoivent de réels enjeux. Or l'institution les voit moins comme des acteurs sociaux que comme des citoyens en formation.

Valoriser la participation au plus près de l'expérience juvénile est une condition indispensable pour favoriser la transmission et la mise en œuvre des valeurs démocratiques. L'exercice de la participation confortera la reconnaissance de ces valeurs en les traduisant en acte. Comme toutes les sociétés européennes, la France se trouve confrontée à une prise de distance des jeunes vis-à-vis de l'espace politique constitutif de l'idéal démocratique. Afin que ce retrait du politique n'affecte pas le projet démocratique lui-même, la mise en œuvre d'actions participatives, procédant d'une citoyenneté active, peut contribuer à consolider le lien politique et répondre à la demande des jeunes de se voir reconnaître une place au sein de la société et de ses

institutions. L'engagement juvénile, par son caractère concret et pragmatique, trouvera matière à s'y déployer, en complément du champ politique conventionnel que ces actions sont susceptibles de renouveler. En ce sens, il ne s'agit pas seulement de promouvoir l'engagement des jeunes vis-à-vis de la société, mais aussi de mettre en avant l'engagement de la société à leur égard.

Merci Bernard Roudet (1955-2013)!

Quel choc! Je lui écrivais le 22 juillet en fin de journée comme aux autres membres du comité de rédaction de la collection « Regard sur la jeunesse du monde ». Le lendemain matin, je recevais, au lieu d'une réponse de sa part, un courriel de l'un de ses collègues de l'INJEP m'annonçant son décès subit en Isère le matin même...

Tous ceux qui s'intéressent à la jeunesse connaissent ses travaux sur les valeurs et la participation citoyenne des jeunes Français et des jeunes Européens. Depuis que nous avons fait sa connaissance au congrès international de sociologie à Évora en 1996, il a collaboré avec nous de multiples manières. Il était membre du comité de rédaction de la collection, a signé des articles, participé à des congrès et des colloques (voir sa photo sur le Bulletin de l'OJS, vol 6, no 2, hiver 2006). Il a aussi dirigé un magnifique ouvrage dans notre collection aux PUL : Regard sur... Les jeunes en France (2009). L'article qu'il signe dans ce Bulletin de l'OJS aura été sa dernière participation à nos activités et peut-être son héritage puisqu'il l'a déposé le 17 juillet.

Merci Bernard pour tout ce que tu as fait avec grande compétence et une générosité toute discrète, pour nous et avec nous, en vue d'une meilleure connaissance des jeunes. Tu continueras de nous inspirer.

Madeleine Gauthier,
Professeure honoraire, INRS
Québec, 25 juillet 2013

L'engagement des jeunes : entre continuité et nouvelles configurations

MARCELLE DUBÉ

*Professeure en Travail social
Université du Québec à Chicoutimi*

Qu'est-ce qui est nouveau dans les nouvelles formes d'engagement de la jeunesse? Voilà la question centrale à laquelle le présent numéro du bulletin de l'Observatoire Jeunes et Société cherche à réfléchir et à laquelle j'ai accepté de répondre. Loin de pouvoir couvrir les nombreux aspects que cette question invite à examiner et « le vaste puzzle » qu'ils fabriquent (Ion, 2005), voici tout de même ceux que j'aimerais porter à votre attention et qui pourraient faire signe de cette nouveauté ou du moins des configurations nouvelles qu'adoptent les jeunes dans leurs engagements. Ces idées s'élaboreront plus précisément autour de trois pôles : 1) comment les temporalités marquent et orchestrent ces nouvelles formes d'engagement? 2) quels sont les répertoires d'action privilégiés, dans un tel contexte? et 3) quelle place occupent les individualités et les identités multiples au cœur de ces nouvelles formes d'engagements?

Les temporalités

La question du temps est un aspect majeur qui vient donner le ton aux transformations en cours. Si s'engager pouvait jadis signifier pour la vie, ou du moins s'inscrire sur une longue période de temps (condition ouvrière, action syndicale, luttes sociales dans un mouvement et adhésion à un parti politique), ici nous sommes plutôt dans des expressions de plus courte durée, faisant en sorte que les engagements ne se définissent plus par l'investissement de temps qu'ils prennent et demandent, mais plutôt en lien avec le moment et

l'événement qui les commandent. Ainsi ils se vivent dans l'instantanéité et l'intensité qu'un « temps présent » exige et dans lequel ils vont se faire. Souscrire spontanément plutôt qu'adhérer en signant sa carte de membre, intensité en réponse aux événements plutôt que longévité, voilà sous quelles formes apparentes se dessinent les engagements de plusieurs jeunes aujourd'hui. Ces nouvelles temporalités font que s'insurger, s'indigner, manifester son désaccord ou souscrire à une lutte ne se font plus juste sous l'horizon de l'idée de travailler à un monde meilleur qu'on cherche à acquérir pour les générations futures. Au contraire, ces changements, se disent-ils, faisons-les et vivons-les, ici et maintenant. C'est donc un agir dans le présent et pour « maintenant », plutôt que pour le futur, qui anime, en partie, les engagements des jeunes.

Si s'engager pouvait jadis signifier pour la vie, ou du moins s'inscrire sur une longue période de temps (condition ouvrière, action syndicale, luttes sociales dans un mouvement et adhésion à un parti politique), ici nous sommes plutôt dans des expressions de plus courte durée.

Les répertoires d'action

Vivre le moment présent, à tout prix, commande alors une posture nouvelle du côté des répertoires d'actions. Bien que l'on ne puisse négliger l'apport des réseaux sociaux, d'Internet et des nouveaux moyens de communication dans ce qui fait figure de nouveau du côté des

actions à mener et facilitant leur réalisation, ces plateformes ou moyens sont à la fois le canal par lequel vont se réaliser les actions et le moyen d'action lui-même que vont utiliser plusieurs jeunes. Leur aisance et leur habileté à en faire usage, leur ingéniosité pour créer des mobilisations spontanées et fédérer un nombre important de personnes en témoignent.

À cet effet, on remarque que ces nouveaux répertoires vont favoriser un rapport différent à la diversité permettant l'expression et la rencontre des différences, et ce, concrètement dans les actions et les projets mis de l'avant. Les courants de pensée, les expressions linguistiques et les jeunes de toutes origines se côtoieraient de manière plus fluide.

Parallèlement à cette idée, d'autres jeunes vont plutôt chercher à se rassembler en petit « *groupe d'affinités* », voulant ainsi, par ce mode d'organisation, discuter, s'interroger et débattre d'enjeux qui sont au cœur des « luttes » auxquelles ils s'associent. Ces groupes d'affinités représentent un espace où l'existence d'une culture de la proximité s'exprime et permet d'expérimenter de nouvelles formes d'engagements et d'actions, favorisant une autre façon de mener les luttes.

En écho aux éléments soulignés en ce qui a trait aux temporalités, il est important de mentionner également le côté festif qui s'élabore et se vit dans plusieurs mobilisations des jeunes. Le mouvement étudiant québécois, au printemps 2012, en fournit un exemple éloquent. La couleur et le carré rouge ont donné le ton à plusieurs actes et prestations créatives lors des multiples

manifestations, qu'il s'agisse des slogans formulés sur les affiches ou scandés dans la rue, ainsi que des mises en scène utilisées et la symbolique qui en découlait (manifestions, le collectif de la Montagne rouge, etc.).

L'« *action* » est donc le moteur de ces nouvelles configurations. L'action directe, les actions de résistance créatrice, la désobéissance civile, les actions non violentes représentent quelques-unes des formes qu'elles prennent. Certains manifestent leur enthousiasme d'être des groupes d'action politique plutôt que des groupes de pression, d'autres vont plutôt souscrire aux mouvements pacifiste ou féministe alors que pour d'autres c'est la bannière anarchiste qui les rejoint. La multiplicité des formes et des pôles d'appartenances est variée et variable et l'on peut également, chez chacun de ces jeunes, passer d'une enseigne à l'autre, sans trop de complexes, et même souscrire à plusieurs de celles-ci en même temps. Bref, comme le rappelle Ion, ces jeunes vont chercher à « agir directement sur le cours des choses sans attendre la promesse des lendemains qui chantent » (2005, p. 25).

Les individualités et les identités multiples

Comme nous l'avons vu précédemment, le contexte actuel préside à redéfinir ce qu'est l'engagement des jeunes. Mais jusqu'où l'engagement, le sur-engagement et le désengagement de leurs prédécesseurs font-ils écran à l'émergence de ces nouvelles figures? Il semble évident que les jeunes d'aujourd'hui rejettent l'idée d'un engagement « *modèle unique* » et que les nouvelles formes qu'ils ont développées n'empruntent plus les seuls modèles qui ont caractérisé les engagements d'antan. De plus, ils refusent de se cantonner à une seule étiquette.

Pour le moment, le visage qu'empruntent ces nouvelles configurations, que je nomme les engagements

du « temps présent », donne à voir une multiplicité de courants et de formes qui s'expriment en même temps, où la « *stratification de l'expérience* »¹ engagée, tant individuelle que collective, est singulière et plurielle, formée et traversée à la fois de ce qu'ont été les modes d'engagements d'hier et de ce qu'ils sont devenus aujourd'hui dessinant ainsi les contours des formes que prennent les identités individuelles et les identités collectives, en mettant à l'avant-scène des nouveaux modes d'engagements qui en sont « *à se penser en terme de "Nous" différencié constitué sur la base de "Je" complexe* » (Lamoureux, 1996, p. 280).

Voilà, il me semble, l'horizon sous lequel plusieurs des jeunes tentent d'exprimer et de vivre leurs appartenances et leurs engagements maintenant.

Sources

Ion, J. (2005). Quand se transforment les modes d'engagement dans l'espace public. Dans V. Becquet & C. Linares (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires* (pp. 23-33). Paris : L'Harmattan.

Lamoureux, D. (1996). Féminins singuliers et féminins pluriels. Dans M. Elbaz, A Fortin & G. Laforest (dir.), *Les frontières de l'identité : modernité et post-modernisme au Québec* (pp. 270-286). Québec et Paris : Presses de l'Université Laval et L'Harmattan

¹ L'expression «stratification de l'expérience» retenue ici, a été développée par Karl Mannheim dans son ouvrage *Le problème des générations*, 1928, traduit et publié en français en 1990 aux Éditions Nathan.

L'« *action* » est donc le moteur de ces nouvelles configurations. L'action directe, les actions de résistance créatrice, la désobéissance civile, les actions non violentes représentent quelques-unes des formes qu'elles prennent. Certains manifestent leur enthousiasme d'être des groupes d'action politique plutôt que des groupes de pression, d'autres vont plutôt souscrire aux mouvements pacifiste ou féministe alors que pour d'autres, c'est la bannière anarchiste qui les rejoint.

CYCLES DE CONFÉRENCES DE L'OJS

Chaque trimestre, l'OJS organise une série de conférences-midi autour d'un thème se rapportant aux jeunes.

Pour plus d'informations, consultez notre site internet :

www.obsjeunes.qc.ca



Observatoire
Jeunes et Société

INRS
Université d'avant-garde

Les partis pirates

L'abordage de la démocratie représentative

JONATHAN BOCQUET

Doctorant au sein du laboratoire Triangle ENS Lyon et A.T.E.R. à l'Université Lumière Lyon 2

« Nous sommes Anonymous, nous sommes légion, nous ne pardonnons pas, nous n'oublions pas, attendez-vous à nous ». C'est la conclusion des vidéos d'un personnage masqué et à la voix trafiquée qui énumère un certain nombre d'exigences (transparence, liberté d'information, neutralité du net, etc.) au nom d'Anonymous, l'une des organisations se réclamant du mouvement pirate : des réseaux de *hackers* qui à travers diverses organisations, formelles ou clandestines constituent une nébuleuse d'acteurs derrière le pavillon à la tête de mort. Loin du profil des brigands dont il se réclame, le pirate moderne est un jeune diplômé qui vogue quotidiennement sur Internet : une vision moins romantique, mais qui pourrait être celle du militant du XXI^e siècle. Le prochain Che Guevara serait-il un « geek » planqué derrière son ordinateur ? En tout cas, une soixantaine de pays ont vu l'émergence de partis pirates : en effet, ceux-ci font irruption depuis quelques années dans les élections locales et nationales et partent à l'abordage de la démocratie représentative.

Les partis pirates sont tout à fait originaux dans la sphère des mouvements sociaux, d'une part par leurs répertoires d'actions, d'autre part par le profil des citoyens qui s'y engagent. Le répertoire d'action s'inscrit largement dans la sphère virtuelle et met à profit les nouvelles technologies pour organiser et mener des actions militantes. Il ne s'agit

pas seulement de l'utilisation des réseaux sociaux et des outils web que le grand public commence à connaître, mais bien d'actions concrètes sur Internet. Les pirates revendiquent ainsi des cyberattaques sur des sites gouvernementaux ou des serveurs de firmes multinationales. Ces dernières années, les pirates ont fait trembler quelques gouvernements en assurant le contournement de la censure étatique dans certains États autoritaires et contribuant à la continuité de l'information durant les révolutions arabes.

À l'opposé des partis traditionnels qui utilisent Internet pour renouveler leurs pratiques militantes et élargir leur cercle de sympathisants, les pirates s'emploient à partir d'Internet à investir le champ politique traditionnel et à transformer les règles du jeu politique. Ils espèrent l'avènement d'une démocratie numérique qui révolutionnerait la participation citoyenne consacrant le fantasme d'un vote électronique tellement simple qu'il deviendrait un acte banal du quotidien. L'idéal type du profil des pirates apparaît bel et bien différent de celui des militants traditionnels.

L'incarnation de ce mouvement dans une forme partisane à travers la cinquantaine de partis pirates à travers le monde ne va pas sans causer quelques paradoxes pour des militants qui rejettent le système politique et les logiques partisanes. À la frontière entre mouvement collectif et initiatives individuelles, les pirates ont bien du mal à trouver des éléments de convergence au-delà du seul rejet du système politique actuel. À l'instar des héros de la flibuste, les pirates voguent dans l'océan numérique sous des pavillons divers dont le seul

point commun est la remise en cause des puissances centralisatrices, qu'elles soient étatiques ou capitalistes. Ce mouvement entend pirater la démocratie, en infiltrant des réseaux de pouvoir et de domination qui excluent les citoyens de la prise de décision. Ils se réunissent sur des tchats, des wikis, des forums, des canaux IRC et construisent patiemment leurs revendications sur des modèles délibératifs extrêmement poussés.

Patiemment, les pirates élaborent des manifestes politiques et des conceptions idéologiques dans la lignée de cultures politiques plus anciennes (anarchistes, socialistes utopiques, hippies, etc.) qui font écho aux aspirations de cette génération Y dont le regard sur la démocratie a été marqué par la sensibilisation aux technologies numériques. Pour eux, Internet susciterait tout à la fois de nouvelles questions et de nouvelles réponses politiques : une exigence démocratique nouvelle et la clé d'un renouvellement des pratiques démocratiques. Les nouvelles technologies permettraient une démocratie directe et continue par l'avènement d'un espace public idéal. Mais les partis traditionnels ont du mal à prendre ce mouvement au sérieux, considérant les pirates comme des informaticiens frustrés qui prendraient le piratage pour un jeu ou des boulimiques de séries TV accros au téléchargement illégal.

« Inconscients », « idéalistes » ou « potaches », les pirates sont accusés de populisme ou tournés en dérision par une classe politique incapable de saisir une mobilisation d'un genre nouveau et porteuse de formes innovantes de démocratie. Plutôt que de répondre aux aspirations de ces mouvements et de discuter de la faisabilité de certaines propositions, ils rejettent en bloc un mouvement audacieux sous prétexte qu'il ne respecte pas, volontairement ou non, les us et coutumes du monde politique établi. La concrétisation de leur engagement virtuel est compliquée.

L'absence de savoir-faire et de capitaux politiques conduit, entre provocation et amateurisme, à accentuer ce manque de crédibilité.

Mais pour eux, il ne fait aucun doute qu'ils incarnent l'avenir : une démocratie poussée à son paroxysme,

l'électronique au service d'une participation plus large, moins partisane, et d'une transparence plus aboutie. Impossible de prédire si ces enjeux propres au numérique et cette démocratie électronique resteront un pan marginal, parallèle et peut-être anecdotique de notre démocratie, ou si, petit à petit, le numé-

rique prenant de plus en plus de place dans notre vie quotidienne, l'ensemble des pratiques politiques s'inscrira davantage sur Internet.

L'engagement 2.0 d'Occupy

Une forme de renouvellement du processus de démocratie participative

MATHIAS BABIC

Doctorant, Centre d'études nord-américaines, Université libre de Bruxelles, et professeur au lycée

Occupy Movement est un mouvement de contestation qui fait suite aux dérives économiques de Wall Street en 2011. Ce mouvement s'inscrit dans une longue tradition anticapitaliste concernant aussi bien les mouvements de contestations sud-américains que les mouvements altermondialistes des années 90 (Kazin, 2012). Son engagement se fonde sur le sentiment d'injustice d'une partie de la population américaine face aux excès et actions douteuses du monde financier. La volonté d'*Occupy* est d'apporter un changement dans le processus démocratique. L'écart croissant entre les citoyens et la classe politique remet en question les formes actuelles de la démocratie représentative.

Le 11 juillet 2011, le magazine canadien anticapitaliste *Adbusters* lance un appel d'occupation pacifique de Wall Street (www.adbusters.org). Il s'agissait du fruit d'une réflexion de cette revue ayant commencé en mars 2011 sur la possibilité d'un mouvement révolutionnaire se développant en Europe et aux États-Unis (Graeber, 2013, p. 3). Dans le journal *The Conservative*, Colin Asher écrit : « On a souvent comparé le mouvement *Occupy*

Wall Street aux manifestations de la place Tahir en Égypte. Pour moi, ce mouvement ressemble plutôt à Hooverville (bidonvilles apparus aux États-Unis pendant la Grande Dépression, sous la présidence d'Herbert Hoover) » (Chomsky, 2011, p. 58).

Ce mouvement prend une ampleur nationale en s'élargissant à d'autres villes américaines : Boston, Philadelphie, Los Angeles, Washington, San Francisco, Saint-Louis, Nouvelle-Orléans. Il est intéressant de constater que ce mouvement ne s'est pas concentré uniquement sur le sol américain. Des actions similaires se retrouvent à Auckland, Berlin, Taipei, Madrid, Hambourg. Par sa déclaration, le 30 septembre 2011, *Declarations of the Occupation of New York City*, le mouvement dit « reconnaître la réalité ; l'avenir du genre humain exige la coopération de ses membres, notre système doit protéger nos droits et ceux de leurs voisins » (Van Gelder, 2011, p. 36a).

Le phénomène d'*Occupy* pose différents questionnements sur le renouvellement de l'activisme et de la présence de la jeunesse. Le rôle d'Internet est prépondérant dans la diffusion et la mise en avant des idéaux de ce mouvement contestataire (Chomsky, 2011).

Ainsi nous chercherons à définir le profil des manifestants d'*Occupy*, puis la longue tradition de l'activisme de la gauche aux États-Unis avant d'aborder la question des réseaux sociaux comme vecteurs de diffusion d'*Occupy*.

I) Définition des membres de cette organisation

Il s'agit d'une vision anamorphique d'un électorat, le mélange de jeunes diplômés, d'ouvriers licenciés, de sans domicile fixe. Ce n'est plus une simple contestation contre l'injustice économique, mais une vaste expérience de reconstruction des classes (Ehrenreich, 2012). Le slogan « We are the 99% » s'inscrit dans cette volonté de transmettre un message moral et d'englober l'ensemble des membres de la société américaine. Néanmoins, certaines organisations comme *Occupy The Hood* militent au nom de personnes de couleur (Chomsky, 2011). On retrouve aussi bien des particuliers que des organisations : le journal *Adbusters*, les *Anonymous*, *Day of Rage* (groupe organisant les événements d'*Occupy Wall Street*) et la *New York City General Assembly* (considérés comme les principaux leaders). Comme pour les *Tea Parties*, des activistes sont chargés de collecter les fonds, à l'image de Jeff Brandt qui a réuni plus de 50 000 dollars (Ungerleider, 2011). Il apparaît une volonté d'organiser l'occupation des différents espaces publics, un refus de

laisser place aux hasards et une envie de contrôler leur espace. *Occupy* a été un mouvement particulièrement encadré par les forces publiques, une surveillance constante dans le début d'éviter tout débordement.

Comme l'un des « leaders », David Graeber l'explique, *Occupy* veut se démarquer des schémas traditionnels de l'activisme politique par l'absence de leaders, « le refus de reconnaître la légitimité des autorités politiques et existantes, le refus d'accepter la légitimité de l'ordre existant en occupant un espace public sans demander la permission, refusant d'élire des leaders qui pourraient être corrompus ou soudoyés ».

II) Le rôle des réseaux sociaux dans la diffusion de la position d'*Occupy*

Occupy rejoint les *Tea parties* dans cette volonté commune d'occuper l'espace médiatique. Les nouvelles technologies sont aussi au centre de la communication d'*Occupy*. Les sites web anticapitalistes comme le journal web *Adbusters* proposent de suivre chaque journée du mouvement tandis que le site web « occupystreams.org » constitue une base de données importante, qui répertorie toutes les organisations *Occupy* et propose un historique de chaque membre. *Occupy* veut s'inscrire dans une dimension internationale, c'est pourquoi Takesquare.net analyse les mouvements sociaux en Europe, principalement en Espagne et en Grèce. Les réseaux sociaux tels que Twitter ou Facebook ont une place forte au sein de ce mouvement. Sur Facebook, il existait plus de 140 000 membres actifs au cours de l'année 2011 et ce réseau est utilisé pour partager ses expériences, mais est aussi un moyen de recrutement.

Il s'agit d'une manière simple de sensibiliser par la publication d'événement : le cadre de Twitter est utilisé pour propager aussi le point de vue des membres d'*Occupy*. Il utilise Facebook comme moyen de communiquer et d'organiser ses actions.

Le journal web *Adbusters* avait considéré dès le début de sa démarche qu'en utilisant Internet, les principales cibles seraient la jeunesse.

III) Les risques et les limites de l'action d'*Occupy*

D'une part, Le manque de structure ne peut que rendre l'action d'*Occupy* contre-productive à long terme (Kazin, 2012). La présence de groupes anarchistes comme le Black Bloc peut également décrédibiliser *Occupy*. Le Black Bloc est considéré comme une organisation principalement masculine, adoptant un style de vêtement particulier et cherchant principalement la violence comme méthode d'expression.

D'autre part, le manque d'organisation peut également entraîner des conflits avec les structures syndicalistes, comme ce fut le cas en novembre 2011 à Oakland. L'antenne locale d'*Occupy* s'était opposée fortement aux autorités portuaires. En l'occurrence, il s'est agi de l'affrontement entre les membres d'*Occupy* et des travailleurs furieux de ne pas pouvoir quitter leurs lieux de travail (Kazin, 2012, p. 68b). Cette contestation s'inscrit dans une tradition économique forte d'exemples historiques. Ainsi, durant les années 30, une grève générale avait poussé le Congrès à annuler le National Labor Relations Act (Edell, 2012, p. 128 ; Kazin, 2012, p. 68c).

La volonté d'*Occupy* de se démarquer des structures classiques de

représentation a posé des problèmes pour connaître les figures fortes de ce courant. David Graeber l'explique par cette volonté d'horizontalisme, de refuser de voir leurs idées récupérées par différentes structures politiques.

Le phénomène d'*Occupy* s'inscrit dans cette logique de contestation face au désenchantement des gouvernements ; sa volonté louable d'apporter un changement en mettant un terme aux barrières raciales, sociales et économiques est un programme positif. Néanmoins, l'impact de ce phénomène s'est dilué progressivement ; le manque de structure réelle de ce mouvement semble avoir desservi son action.

Sources

- Chomsky, N. (2011), *Occupy The Future*, In *These Times*, 1er novembre.
- Edell, D (2012). *The Beach Beneath the Streets: Contesting New York City's Public Spaces, Socialism and Democracy*, 26 (2), 128-131.
- Ehrenreich, B. (2012), *The formation of the 99%*, *The Nation*, janvier.
- Graeber, D. (2013), *The democracy Project: A History, a Crisis, a Movement*. New York : Spiegel & Grau.
- Kazin, M. (2011). *Anarchism Now: Occupy Wall revives an ideology*, *The New Republic*, 7 novembre.
- Kazin, M. (2012). *The Fall and Rise of the U.S. Populist Left*, *Dissent*, 59 (2), 67-70.
- Ungerleider, N. (2011). *The Stealth Leaders of Occupy Wall Street*. *Fast Company*, 7 octobre.
- Van Gelder, S. (2011), *This Changes Everything: Occupy Wall Street And The 99% Movement*. New York : Bert Koehler.

Des nouveaux mouvements sociaux aux nouvelles formes d'action collective

L'émergence des flash mobs ou « foules éclair »

FRANÇOIS FECTEAU

Chercheur/doctorant au Groupe de recherche sur les acteurs internationaux et leurs discours (GRAID), Université libre de Bruxelles

La recherche du caractère « véritablement » nouveau d'un phénomène dont l'appellation fait déjà référence à ce qui est inédit nécessite une prise de distance quant à l'objet initialement constitué par les sociologues des mouvements sociaux. En faisant un bref retour en arrière dans la littérature, Neveu note que le concept de nouveaux mouvements sociaux fait référence à deux phénomènes conjoncturellement reliés. D'une part, il désignerait l'émergence de nouvelles mobilisations lors de la fin des années 1960 et début des années 1970 ; d'autre part, il ferait référence à l'ensemble des travaux du champ de la sociologie qui tentent de renouveler les approches théoriques traditionnelles de l'analyse des mouvements sociaux à l'ère des sociétés post-industrielles. En rupture avec les mouvements prolétaires et syndicaux traditionnels, ces nouveaux mouvements sociaux de contestation seraient associés au féminisme, à l'environnementalisme, aux discriminations liées au genre, aux luttes étudiantes, à celles des immigrants, etc. (Melucci, 1982 ; Neveu, 2011)

Dans ce court article, nous proposons de réfléchir sur la question des nouveaux mouvements sociaux à travers le prisme du caractère inédit de ses manifestations plutôt que par celui des finalités qui caractérisent les nouvelles luttes. Depuis la fin des années 1970, les technologies de l'information et de la communication contribuent à redéfinir le rapport du temps à l'espace. À partir des

années 2000, l'avènement des médias sociaux participe à rendre la communication en réseau plus rapide et flexible que jamais. C'est ce gain d'efficacité et de flexibilité qui permet ce que Rheingold (2003) appelle les smart mobs, qui réfère au phénomène de « gens qui sont capables d'agir de concert même sans se connaître ». À l'ère où il observe un « affaiblissement des divers systèmes de représentation et des corps intermédiaires », Bosc définit les smart crowds (foules intelligentes) comme « l'ensemble des utilisateurs connectés aux capacités décuplées par la mise en réseau sur Internet » alors que le concept de flash mobs (foules éclair) désignerait « les rassemblements express d'individus reliés par des terminaux mobiles » (Bosc, 2010, p. 3). Parmi les premières manifestations les plus influentes, on note celle du 3 juin 2003 à New York, alors qu'une centaine de personnes suivent les indications reçues d'un courriel affichant themobproject@yahoo.com pour se rendre dans un magasin Macy's et tous se procurer le même tapis. Le 28 août de la même année à Paris, on observe près de 200 personnes qui s'écroulent simultanément à la place du Louvre (Burnet, 2005; Flament, 2011).

Si le phénomène des flash mobs renvoie souvent à des événements spontanés et ludiques visant à surprendre l'espace public, cette forme innovante d'action collective s'intègre graduellement aux stratégies d'action politique de différents groupes de contestation. À travers ces stratégies, l'usage des flash mobs peut s'avérer particulièrement efficace en contexte de répression. Dans un article intitulé « Le flash-mob : forme d'action privilégiée des jeunes contesta-

taires en Biélorussie », Shukan (2008) s'intéresse à la reconfiguration des mouvements de contestation depuis l'élection en 1994 du gouvernement autoritaire d'Alexandre Loukachenko. L'auteur rapporte l'un des événements organisés par les jeunes contestataires :

« Ainsi, le 29 mars 2006, à 20h pile, une centaine de jeunes se sont rassemblés sur la place d'Octobre, une place centrale de Minsk, devant un grand écran transmettant plusieurs fois par jour le journal télévisé de la principale chaîne d'État. Dès les premières minutes du journal du soir, ils ont recouvert leurs yeux de bandeaux noirs et se sont bouché les oreilles avec leurs mains. Au bout de dix minutes, les participants de cette action se sont rapidement dispersés sans que les forces de l'ordre n'aient eu le temps d'intervenir et de les interpeller (Shukan, 2009, p. 12-13). »

Inspirées des mouvements de contestation dans différents régimes autoritaires, notamment en Serbie (2000) et en Ukraine (2004), les flash mobs en Biélorussie, par leur caractère spontané et anonyme, auraient ainsi permis à la contestation de se maintenir dans un contexte de « repréailles policières permanentes » (Shukan, 2008).

L'analyse de Shukan de l'utilisation des médias sociaux en Biélorussie nous amène à revisiter le Québec au lendemain de l'adoption du projet de loi 78 dans le contexte de la lutte étudiante de 2012 contre une nouvelle hausse des droits de scolarité. Bien que le contexte québécois soit bien différent de celui des pays d'Europe de l'Est, il semble pertinent de rappeler le rôle qu'ont joué les médias sociaux dans l'organisation

des manifestations du printemps érable. De février à août 2012, on observe l'organisation de diverses flash mobs qui, grâce à leur originalité, ont permis de capter l'attention de nouveaux publics.

Plus largement, l'usage des médias sociaux a aussi permis aux associations étudiantes de maintenir l'organisation de manifestations spontanées. Alors que la nouvelle loi 78 adoptée le 19 mai 2012 oblige les organisations étudiantes à diffuser leur trajet lors de regroupement prévoyant une participation de cinquante personnes et plus, on assiste quelques jours après son adoption à la mise sur pied anonyme du site Internet *manifswiki.net*. Ce dernier recense les manifestations à venir dans la province de Québec afin d'informer, bien ironiquement, la population des endroits « à éviter » pour se retrouver dans la congestion (Presse canadienne, 2012).

Dans un contexte où la faible participation aux rassemblements traditionnels peut s'avérer problématique, les flash mobs permettent à certains groupes politiques d'augmenter la fréquence des manifestations. Par l'effet-surprise qu'elles peuvent créer, les flash mobs, à laquelle participent une centaine de personnes, peuvent attirer l'attention de façon plus efficace qu'une simple marche de 1000 citoyens. Cependant, ces deux avantages ont leur double tranchant. Lorsque le phénomène de routinisation s'installe d'un événement à l'autre, l'effet de surprise dans l'espace public s'estompe. Ce phénomène peut mener, d'une part, à l'essoufflement des membres d'un groupe politique et, d'autre part, à une

surenchère où chaque nouvelle manifestation doit toujours être plus originale et plus grandiose que la précédente (Shukan, 2008).

Entre moyen de résistance face aux courants de répression politique et alternative à la faible participation de la population aux mouvements de masse, le phénomène des flash mobs ouvre tout un volet du champ d'étude des nouveaux mouvements sociaux et leur utilisation des technologies de l'information et de la communication. Ce travail de recherche devra cependant éviter le piège de l'idéalisation de l'apport des médias sociaux au sein des grands mouvements de lutte et celui d'ignorer l'efficacité des grandes manifestations. Après tout, une marche de 200 000 personnes aura toujours un impact plus grand dans l'espace public que quelques dizaines de personnes s'écroulant dans une station de métro.

Sources

Articles scientifiques/monographies

Bosc, O. (2010). *Les foules sont de retour*. Présentation, Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle, (28), 3-5.

Burnet, É. (2005). *Symptômes : Flash mobs*, Médium, 2 (3), 170-181.

Melucci, A. (1982). *L'invenzione del presente. Movimenti sociali nelle società complesse*. Bologne : Il Mulino.

Neveu, É. (2011). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : Éditions La Découverte.

Rheingold, H. (2003). *Smart mobs. Les communautés intelligentes mobiles : comment reconnaître le futur quand il*

vous tombe dessus? Sociétés, 79 (1), 75-87.

Shukan, T. (2008). *Flash-mob : forme d'action privilégiée des jeunes contestataires en Biélorussie*, Raisons politiques, 1 (29), 9-21.

Articles de presse

Gervais, L.-M. (2012). 200 000 fois « entendez-nous! », Le Devoir, 23 mars.

La Presse canadienne (2012). Loi 78 : la Classe fonde arrêtezmoiquun.com, Le Devoir, 21 mai.

Sites Internet

Flament, C. (2011). Première flashmob parisienne. Live2Times, <http://www.live2times.com/2003-premiere-flashmob-a-paris-e--11262/>, page consultée le 10 mai 2013.

Boîte rouge : <http://boiterouge.net/>

Quelques exemples de flash mobs lors de la crise étudiante en 2012 :

14 février, « La marche à l'amour », métro Berry-UQAM, Montréal ;

18 avril, « Rouge Namasté », Place des arts, Montréal ;

3 mai, « Les fleurs du mal », métro Guy-Concordia, Montréal ;

10 juin « Nuit blanche sur tableau noir », Sanctuaire du Saint-Sacrement sur l'Avenue du Mont-Royal, Montréal.

Source : <http://boiterouge.net>

Assistons-nous à une extension de la conversation civique collective?

NICOLE GALLANT

Professeure-chercheuse INRS

Directrice de l'Observatoire Jeunes et société

Il nous arrive parfois de considérer comme de « nouvelles formes » de participation politique des comportements qui sont en réalité séculaires ; nous les traitons comme « nouveaux » simplement parce qu'ils se situent à la marge de ce que la science politique a traditionnellement considéré comme des activités militantes, en particulier le vote et la manifestation. Toutefois, je pense aujourd'hui que, chez les militants, bien que l'ère du numérique et de la globalisation modifie l'intensité et l'accessibilité du répertoire d'action traditionnel (production artistique plus visible, réseaux underground plus étendus, organisation de manifestations facilitée), elle n'en change pas fondamentalement la nature, ni les principaux modes opératoires.

En fait, ce n'est pas chez les militants que l'on peut observer la plus profonde transformation opérée par les nouvelles technologies dans les formes de participation politique, mais bien chez le type de personnes qui, typiquement, ne participaient pas. Ce qui me semble nouveau, c'est ce que j'appellerai l'extension (pour ne pas dire la généralisation) de la conversation civique. En effet, via Internet, l'individu échange sur des enjeux politiques et sociaux non plus uniquement avec des gens qu'il connaît plus ou moins (le groupe primaire de Weber), mais avec un ensemble plus large d'inconnus plus ou moins éloignés, avec lesquels il forme un groupe secondaire – c'est-à-dire une ou des communautés abstraites, lesquelles peuvent avoir différentes échelles et correspondre ou non aux

frontières de communautés politiques effectives (comme la province ou le pays).

Dans l'état actuel de ma réflexion (inspirée certes d'observations et de lectures diverses, mais aussi de fructueux échanges dans des colloques, et en particulier les trois derniers de l'OJS), je pense que, outre le dispositif technologique évident qui permet d'échanger avec des gens qu'on ne connaît parfois ni d'Ève ni d'Adam, cette extension de la conversation civique découle de deux phénomènes : les médias participatifs et le déplacement de la frontière entre le public et le privé.

Les transformations dans les médias de masse sont un phénomène cyclique ; déjà la radio, puis la télévision permettaient le partage d'une expérience commune, laquelle devient aujourd'hui de plus en plus simultanée et similaire à travers le monde. En outre, avec l'avènement du Web 2.0, les médias officiels ne sont plus autant considérés comme les seuls ou même les principaux dépositaires de l'information. Certes, le citoyen ordinaire n'est aucunement sur un pied d'égalité avec les médias traditionnels, mais il peut néanmoins produire du contenu (plus ou moins informationnel) et échanger avec d'autres citoyens au sujet, entre autres, de l'actualité.

L'autre aspect qui me semble cadrer l'extension de la conversation citoyenne est l'effacement ou le déplacement de la frontière entre ce qui est considéré comme public et ce qui est considéré comme privé. D'autres ont déjà amplement démontré que la frontière entre la sphère privée et la sphère publique se brouille (Royer, 2013 ; Quéniart, 2008),

notamment sous l'effet des nouvelles technologies de communication (Boyd, 2010). Certes, les sites de réseaux sociaux sont d'abord et avant tout des espaces ludiques (Quan-Haase et Young, 2010 ; Boire, 2013) et la plupart des jeunes utilisent Internet surtout à des fins de divertissement, c'est-à-dire dans une logique davantage privée que publique, mais les utilisateurs du Web 2.0 sont de moins en moins nombreux à faire des distinctions claires entre le public et le privé.

Ensemble, ces deux phénomènes conduisent à une reconfiguration profonde du rapport au collectif, tout en rendant cohérent avec la société individualisée et singularisée dans laquelle nous vivons (pour reprendre une partie du vocabulaire de V. Becquet). En effet, Madeleine Pastinelli a montré comment s'opère une personnalisation du politique à cette ère du numérique (voir son texte dans ce Bulletin). L'individu agit et s'exprime en ligne à titre d'individu dans toute sa singularité, clairement affirmée et exprimée, sur Internet comme ailleurs. C'est ainsi qu'on peut voir Véronique Lalande échanger micro et bébé avec son mari, alors qu'ils expliquent devant une assemblée de citoyens leur démarche toute personnelle de recueillir des échantillons de poussière sur leur balcon pour documenter la pollution atmosphérique en provenance du Port de Québec.

Ainsi, les individus « ordinaires » – c'est-à-dire ceux qui n'appartiennent pas à des élites politiques, médiatiques ou économiques – se sentent autorisés à intervenir, en tant qu'eux-mêmes, dans cet espace collectif plus ou moins public qu'est devenu le Web 2.0. Cela les met en contact avec d'autres, qui font

comme eux. Certes, leurs échanges peuvent tout autant porter sur la dernière coupe de cheveux de tel chanteur dans un clip Youtube que sur la qualité des services fournis par tel établissement hôtelier sur TripAdvisor. Mais certaines de ces conversations publiques traitent d'actualité ou de l'état du monde, de son économie, de ses valeurs, et ce, tant sur les sites des grands journaux que sur la page Facebook du collègue de travail du cousin d'un ami qui a commenté un lien. Elles portent aussi sur la recevabilité morale de tel ou tel comportement ou opinion, ce qui participe à la construction de l'esprit citoyen.

Ces échanges ressemblent à ceux qui ont toujours eu cours dans les chaumières de la nation (surtout dans certains milieux et cultures nationales, reconnaissons-le), dans les tavernes et les cafés. La différence est qu'elle se généralise dorénavant à des gens qui ne se connaissent pas du tout. La conversation politique des gens ordinaires – c'est-à-dire de ceux qui ne participent pas à la prise de décision collective – est ainsi sortie du groupe primaire pour s'étendre au groupe secondaire, lequel était jusqu'ici abstrait et plutôt récepteur ou spectateur de cette conversation politique, laquelle se tenait presque exclusivement entre élites ou acteurs organisés.

Cela nous conduit vers l'idée que la plupart des jeunes sur la toile sont dorénavant politisés, quoique politisés autrement que ce que recouvre habituellement le terme. C'est notamment un des plus importants constats que Tim Newburn (2013) a fait en interviewant 270 jeunes ayant participé aux émeutes sans précédent de Londres en 2011. Il a trouvé chez eux un niveau de conscientisation inattendu : capables d'articuler leurs doléances bien qu'elles soient relativement abstraites, la plupart de ces jeunes possédaient aussi une certaine compréhension de ce qui se passe

au plan politique et avaient la capacité d'identifier des politiques gouvernementales spécifiques comme facteurs de la situation.

Malheureusement, je me dois de conclure sur deux ou trois notes moins optimistes. Premièrement, je parle d'« extension » plutôt que de « généralisation », parce que celle-ci n'est générale qu'au plan conceptuel – signalant une ouverture vers de nouveaux types de participants. En effet, il faut reconnaître que la majeure partie de la population n'intervient pas dans la conversation, et n'a pas même conscience de son existence. Ceci est vrai également des jeunes; même s'ils sont souvent collectivement qualifiés de « natifs du numérique », cette expression occulte d'importantes inégalités dans l'accès au cyberspace, tant sur le plan matériel et technologique que sur le plan des compétences personnelles requises.

Deuxièmement, et dans le même ordre d'idées, le revers de la médaille de cette extension est que tous ne sont pas outillés pour y participer effectivement. Leur discours ressemble alors à celui des « radio-poubelles », c'est-à-dire fait d'opinions spontanées, parfois éclatantes, émises sans spécialement avoir connaissance ou compréhension du phénomène discuté... ni volonté de l'acquiescer ou de voir sa position évoluer par l'échange.

Troisièmement, dans l'état actuel de ces transformations, qui ne se font que d'un côté, ce phénomène est loin de faire des citoyens ordinaires des participants égaux (ni même vraiment reconnus) à la prise de décision collective (Jenkins et Carpentier, 2013). Or, lorsque la conscience articulée des injustices et la capacité d'échanger à leur sujet avec une part substantielle de la communauté politique abstraite se heurte à des pouvoirs politiques immuables, cela peut donner lieu à des actions désespérées et

explosives, comme le sont les émeutes. Certes, cela non plus n'est pas nouveau, mais il est possible que la généralisation de la conversation politique soit un des facteurs qui contribuent à leur prolifération sans précédent dans les dernières années (Bertho, 2012), laquelle reflète le désarroi associé au constat d'impuissance de ces jeunes dorénavant autrement politisés...

Sources

- Bertho, A. (2012), « Jeunesses du monde : genèse d'une nouvelle figure de la politique » ACFAS, Montréal, mai.
- Boire, M. (2012), « La Participation politique et citoyenne des jeunes de 16 à 24 ans de l'agglomération de Longueuil », Congrès de l'ACFAS, Montréal, mai.
- Boyd, D. (2010). *Social Network Sites as Networked Publics: Affordances, Dynamics, and Implications*. Dans Z. Papacharissi (dir.) *A Networked Self: Identity, Community, and Culture on Social Network Sites* (pp. 39-58), Routledge.
- Jenkins, H. & Carpentier, N. (2013), *Theorizing Participatory Intensities: A Conversation About Participation And Politics*, Convergence, avril (en ligne).
- Newburn, T. (2013). *Reading the Riots*, Journal Of Youth Studies Conference: *New Agendas On Youth And Young Adulthood*, Glasgow, avril.
- Quan-Haase, A. & Young A. L. (2010), *Uses and Gratifications of Social Media: A Comparison of Facebook and Instant Messaging*, *Bulletin of Science Technology & Society*, 30: 350.
- Quéniart, A. (2008). *The Form and Meaning of Young People's Involvement in Community and Political Work*, *Youth and Society*, 40, 203.
- Royer, C. (2013). « L'engagement des jeunes à travers le prisme des valeurs », Congrès de l'ACFAS, Québec, mai.

Les stratégies de communication hybrides et mobiles de participation des jeunes

RAYÉN CONDEZA

Professeure Pontificia Universidad Católica de Chile et chercheure affiliée du Réal – Réseau d'études sur l'Amérique Latine, unité du Cérium, Université de Montréal

On parle beaucoup des nouvelles formes de participation des jeunes et des liens directs que l'on peut établir avec l'usage que ces « natifs numériques » font du Web 2.0 et des réseaux sociaux à des fins d'action collective. Certains chercheurs osent fixer des dates ou signalent des moments clés de l'avènement d'une nouvelle technologie afin d'expliquer l'émergence de ces phénomènes dans le temps. D'autres attribuent les nouvelles formes d'engagement à l'usage de réseaux sociaux spécifiques. Le risque de simplifier l'éclosion de ces mouvements, surtout portés par les jeunes, est de tomber sur des lieux communs, et à la fin d'affirmer que les mobilisations des nouvelles générations se sont déclenchées en 2011, grâce à Facebook, ayant même pour preuve deux cas emblématiques alors en ébullition : le *Printemps arabe* et les *Indignados* en Espagne.

En effet, ces tentatives d'analyse portent leurs propres pièges. D'une part celui du « techno-centrisme » ; d'autre part, le piège d'une analyse qui extrait l'action engagée des jeunes des propres contextes spécifiques et complexes qui l'articulent et la déclenchent. Toutefois, quel est le rôle des médias et des technologies dans la reconfiguration des formes de mobilisation et dans l'ampleur de l'action collective aujourd'hui ? Comme l'affirment Meunier et Condeza (2012), déjà Akrich, en 1989, suggérait aux chercheurs intéressés par la construction sociale des réalités sociotechniques de montrer la genèse

simultanée de l'objet et de son environnement, autant dans sa richesse que sa complexité. Dans la même veine, plusieurs exemples nous montrent que l'organisation de l'action collective s'est toujours entrecroisée avec l'emploi des médias et des technologies de communication disponibles à un moment donné et dans un contexte donné. Il s'agit, donc, de considérer le répertoire de communication prêt à l'usage à des fins d'action collective, tout en sachant que les formes et les figures de mobilisation observées seront le fruit de la stratégie de mise en scène de leurs demandes particulières et de la créativité militante des jeunes, ainsi que des péripéties inattendues qui accompagnent ces processus de mobilisation. Au Chili, par exemple, bien avant l'émergence des sites de réseaux sociaux au pays, les étudiants des lycées publics ont organisé la *Révolution* dite *des pingouins* pour demander une éducation publique de qualité. C'était mai 2006, et pendant quatre mois ces jeunes âgés entre 13 et 18 ans ont fait preuve de leur usage stratégique et hybride des médias traditionnels, de la rue, des blogs, de Wikipédia, des téléphones mobiles et de Msn, pour s'organiser, pour manifester dans la rue et pour communiquer avec les citoyens. L'appellation de pingouins vient de la ressemblance des uniformes des jeunes des lycées publics et les interminables colonnes d'étudiants descendant dans la rue partout au pays, avec le plumage des manchots et les longues marches du pingouin empereur parues dans le film *La Marche de l'Empereur* de Luc Jacquet, quelques mois avant que ce mouvement ne se déclenche.

Revenons encore plus en amont. Trente ans avant les étudiants chiliens, en 1976

plus précisément, le répertoire de communication pour l'action collective était fort différent. La mort d'Hector Pieteron, en Afrique du Sud, nous le rappelle bien et nous sert également pour illustrer l'importance cruciale, pour les jeunes, d'attirer l'attention des journalistes et de compter avec la couverture médiatique de leurs manifestations, comme aujourd'hui. Pieteron était un adolescent qui fut tué lors des émeutes de Soweto, notamment quand il protestait avec d'autres jeunes comme lui contre la loi visant à enseigner aux enfants noirs l'afrikaans, la langue de l'opresseur. Sa mort est devenue le symbole, en une image, de la sauvagerie de l'Apartheid et des politiques d'éducation bantu qui cherchaient à approfondir leur exclusion. La photo d'Hector victime, dans les bras d'un camarade, prise par Sam Nzima, photographe Sud-Africain, fit le tour du monde. En d'autres mots, il a fallu la présence des journalistes et des photographes pour que le massacre et la répression exercée contre des milliers d'adolescents noirs marchant dans la rue soit alors connu et dénoncé par la presse, dans un pays où le gouvernement investissait à l'époque 644 rans dans le cas d'un élève blanc et seulement 42 rans dans le cas d'un élève noir. Lors du « printemps érable » en 2012 au Québec – et au moment de la plus grande manifestation du mouvement contre la hausse des frais de scolarité et contre la Loi 78 – plus de 250 000 personnes se sont rassemblées dans les rues de Montréal. Dans quelle mesure pourrait-on affirmer qu'une telle ampleur, proche des manifestations en faveur de l'indépendance dans les années soixante, répond-elle directement aux effets du réseautage électronique ?

Quoi de neuf alors ? Dans son livre *La révolte du pronétariat*, l'écrivain futuriste Joël de Rosnay (2006) souligne que les citoyens du monde sont "en train d'inventer une nouvelle démocratie. Non pas une "e-démocratie", caractérisée par le vote à distance via Internet, mais une vraie démocratie de la communication » (p. 9). On peut se demander si cette démocratie de la communication affecte également les modalités d'organisation des jeunes, du fait que, d'après ce que l'on observe dans le cas de leur action collective, celle-ci est le résultat d'une organisation plus légère, décentralisée et moins hiérarchique. Quelques pratiques nous le montrent. Les jeunes participants communiquent « officiellement » au moyen des porte-paroles, au lieu de le faire au moyen d'un « président » (figure inexistante et par ailleurs critiquée dans ces formes d'organisation plus flexibles que celles d'antan). Les mobilisations éclairs, éparpillées dans l'espace militant par excellence qu'est la rue, se mêlent avec les marches classiques, en tant que mises en scène à des fins de couverture médiatique. Cela peut arriver en même temps que les porte-parole passent à la télé, aux heures de grande écoute, ou que les casseroles résonnent d'est à ouest au Canada en 2012, du Nord au Sud au Chili en 2011 ou que le mouvement *Occupy* solidarise dans sa page web avec les différents mouvements étudiants.

En d'autres termes, il semblerait exister une intersection entre les éléments suivants: 1) les demandes et les pratiques de communication des jeunes, 2) l'utilisation stratégique faite de la gamme de médias et des technologies de communication disponibles, et 3) l'émergence continue de nouvelles formes de communication associées à

Dans son livre *La révolte du pronétariat*, l'écrivain futuriste Joël de Rosnay (2006) souligne que les citoyens du monde sont « en train d'inventer une nouvelle démocratie. Non pas une e-démocratie, caractérisée par le vote à distance via Internet, mais une vraie démocratie de la communication »

de nouvelles formes de participation, qui supportent des demandes sociales complexes, irréductibles à l'usage d'un média ou bien à leur apparition dans l'espace public par l'avènement d'une nouvelle technologie. Il faut aussi tenir compte de la question relative au répertoire de communication disponible pour l'action collective, lequel est mouvant et changeant, et dont l'usage par les jeunes montre l'explosion de figures de communication militante qui n'auraient pas été imaginées auparavant, ou pensées, mais sans se trouver avec des supports médiatiques pour les accomplir. Car il n'y a pas que des actions collectives physiques, mais des flux d'information qui circulent dans d'autres espaces que la rue. Il s'agit « de reconnaître et de rendre visible les voix et les actions des jeunes, en tant que groupe humain, particulièrement touché par des dynamiques sociales complexes, autant au niveau local, que national et mondial, mais également son potentiel de création de nouvelles formes d'être dans le monde et construire à partir de sa volonté » (Alvarado et Vommaro, 2010, p. 7).

Dans les mots de Melucci (1999, 2001), un mouvement social est avant tout un système d'action, dans lequel l'échange d'informations entre les membres du

groupe est clé. Cela revient à dire que ce système est construit par la communication. Paraphrasant Lechner (2000), il n'y a pas d'action collective sans communication. La rue ou d'autres hétérotopies (Foucault, 1984), les médias, le virtuel, sont des espaces de communication qui sont utilisés et qui cherchent à être conquis par les jeunes. La communication est vue ici comme un mode d'action spécifique de création d'espace d'action militante.

Sources

Alvarado, S. & Vommaro, P. (2010). Presentación. Dans Alvarado, y Vommaro, P. (dir.). Dans *Jóvenes, cultura y política en América Latina: algunos trayectos de sus relaciones, experiencias y lecturas (1960-2000)* (pp.7-12). Santa Fe : Homo Sapiens.

Akrich, M. (1989). La construction d'un système socio-technique. Esquisse pour une anthropologie des techniques, *Anthropologie et Sociétés*, 13 (2), 31-54.

Melucci, A. (1999). *Acción colectiva, vida cotidiana y democracia*. México, D.F.: El Colegio de México, Centro de Estudios Sociológicos.

Melucci, A. (2001). *Vivencia y convivencia: Teoría social para una era de la información*. Madrid : Trotta.

Meunier, D. & Condeza, R. (2012). Le mouvement "2.0" des lycéens chiliens de mai 2006. Usages des TICs et action collective, *Terminal, Technologie de l'information, culture & société*, 111, 53-68.

Rosnay, J. (2006). *La révolte du pronétariat : Des mass média aux média des masses*. Paris : Fayard.

Ressorts et enjeux de la vie publique 2.0 : Que sont devenues les tyrannies de l'intimité ?

MADELEINE PASTINELLI

Professeure au département de sociologie de l'Université Laval, membre du Centre interuniversitaire de recherche sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT) et du Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO)

Le succès rencontré par les médias sociaux auprès d'un public de plus en plus large a suscité l'intérêt de nombre d'observateurs et de commentateurs de la vie sociale, ces dispositifs retenant l'attention le plus souvent sur deux plans bien distincts. On s'inquiète d'une part couramment de l'effritement de la frontière privé/public auquel donne lieu l'exposition de soi sur ces plateformes et du caractère narcissique du rapport à soi qu'engage l'entretien de son identité numérique. On s'interroge d'autre part sur les éventuels impacts de ces plateformes en regard des nouveaux mouvements sociaux et de la participation citoyenne, alors qu'on se demande quel rôle ont pu jouer les médias sociaux lors de la première élection de Barack Obama ou, plus tard, dans le succès connu par le mouvement *Occupy* et ensuite par d'autres mouvements, des Révolutions arabes en passant par le Printemps érable et quantité d'autres manifestations citoyennes, comme la révolte des jeunes Moldaves à Chisinau au printemps 2009 ou celles des étudiants brésiliens en 2013. Si on ne saurait attribuer de tels mouvements aux outils de communication utilisés par ceux qui se mobilisent (à l'évidence mieux vaut en chercher l'origine du côté des effets des politiques néolibérales et de l'accroissement des inégalités sociales...), il n'en demeure pas moins que l'usage de ces outils est de nature à transformer l'expérience qu'on peut faire de la mobilisation et de la participation à la vie publique. À l'échelle de

l'expérience individuelle, je voudrais proposer que l'aspect qui est peut-être le plus inédit réside précisément dans cette possibilité de s'engager tout en se faisant reconnaître des autres comme individu singulier, justement parce que l'utilisation de ces outils de communication implique un certain effritement de la frontière privé/public. Sur ce plan, il me semble particulièrement opportun de revenir aux réflexions que développait Richard Sennett il y a maintenant plus de 35 ans et d'en proposer une relecture.

Dans son célèbre essai intitulé *The Fall of Public Man* paru en 1977, Sennett constatait déjà à l'époque le brouillage de la frontière entre privé et public et s'inquiétait du genre de rapport à la participation citoyenne et du type de vie collective qui pouvait y correspondre. Pour Sennett, la vie publique supposait nécessairement que l'on soit en mesure d'entrer en rapport et d'interagir avec ses semblables sans que ceux-ci ne nous soient pour autant familiers a priori et sans non plus qu'ils ne soient appelés à le devenir. Reprenant les thèses d'Ardent, Sennett soutenait que c'était là le rôle des conventions de la civilité, ce répertoire communément partagé de conventions et de règles d'interaction impersonnelles, qui permettent d'interagir en public sans pour autant se révéler comme individu dans sa singularité et donc sans rien laisser voir de ce qui relève de son intimité ou de sa vie privée. Or, Sennett constatait qu'en même temps que la société s'était individualisée davantage dans la seconde moitié du XXe siècle, l'espace public avait été progressivement envahi par le privé, les Occidentaux se montrant de moins en moins disposés à s'en tenir aux conventions de la civilité et à des rôles impersonnels. En outre, le moi avait

commencé à occuper une place croissante dans l'espace public, chacun cherchant à personnaliser ses rôles et ses rapports et n'hésitant plus pour cela à exposer publiquement sa vie privée pour se faire reconnaître partout et en tout temps comme sujet singulier. La vie politique n'échappait évidemment pas au phénomène : l'incivilité étant attribuable autant aux électeurs qu'aux politiciens, l'intérêt du public pour la personnalité et la vie privée des hommes publics nourrissant l'empressement de ces derniers à exposer et exploiter publiquement et politiquement leur vie privée. Sur la base de ces observations, Sennett faisait un diagnostic fort pessimiste, affirmant que, n'étant plus capable de nous en tenir à des rôles publics, nous étions condamnés à un repli sur soi narcissique. Ne pouvant plus faire ensemble tout en demeurant à distance les uns des autres, chacun exposerait son moi, dans un monde qui serait dominé par le besoin de reconnaissance et de singularité de chacun et où, à défaut de règles d'interaction permettant de s'y livrer, l'action collective, deviendrait impossible.

Si le diagnostic de Sennett était juste, il me semble qu'on peut aujourd'hui revenir sur son pronostic : notre besoin de personnaliser les rapports n'a apparemment pas fait de nos contemporains des monstres narcissiques obnubilés par leur moi et inaptes à s'investir dans des mouvements collectifs. En revanche, la façon dont nous nous engageons et nous reconnaissons dans la vie publique a certainement changé de façon importante, comme l'ont d'ailleurs souligné plusieurs auteurs ces dernières années.

La manière dont les communications électroniques sont utilisées et mises à

contribution dans diverses formes de collectifs et pratiques de participation citoyenne me semble être tout à fait symptomatique de cette transformation de la façon de se lier et d'interagir dans l'espace public. Inversement, il me semble que les modalités du rapport à l'autre que permettent et favorisent les médias sociaux et les plateformes électroniques contribuent à renforcer ou à accélérer ce changement. Que ce soit sous la forme d'un blogue, d'un compte twitter, d'un profil Facebook ou d'un autre espace de ce genre, nous sommes de plus en plus nombreux à avoir un ou plusieurs doubles numériques de nous-mêmes, qui permettent d'emblée une personnalisation des rôles et des rapports que nous entretenons avec les autres. Sur Facebook, par exemple, on donne à voir ses goûts, ses intérêts, ses activités et préoccupations du moment, on met de l'avant ses liens également. En somme, on expose des pans choisis et contrôlés de sa vie privée. Cette image de soi, même si on y restreint l'accès et qu'on ne la rend pas publiquement accessible à tous et à n'importe qui, on est cependant bien susceptible de la rendre disponible à d'autres qui ne sont pas a priori des intimes ou des proches. Or, il me semble essentiel de rappeler qu'on a un autre rapport à ceux dont on peut ainsi découvrir des segments de l'expérience privée et de la subjectivité. Bien sûr, chacun contrôle l'image de lui-même qu'il présente ainsi aux autres, mais cela ne change rien au fait que la manière dont on découvre l'autre via ce genre de plateforme est souvent plus intime que le rapport qu'on aurait entretenu avant l'avènement de toutes ses versions numériques de Soi. Quand par exemple on ajoute à sa liste de contact Facebook ou Twitter ses voisins ou ses collègues de travail, on découvre habituellement

sur eux des choses qu'on aurait probablement ignoré autrement et qui nous permettent de personnaliser davantage les rapports qu'on entretient ensemble.

Sur ce plan, il me semble qu'il y a là un contexte susceptible de permettre une expérience inédite de l'espace public. Ainsi, on peut imaginer l'expérience du militant démocrate (ou de l'étudiant québécois en grève ou du jeune moldave opposé à l'élection du parti communiste...) qui échange avec les autres via Facebook, sur des plateformes où il est potentiellement, de proche en proche, en lien avec des militants de tout le pays. Dans ce contexte, il n'est pas qu'un militant pour les autres ; il est d'abord un individu qu'on peut reconnaître dans sa singularité, qui expose les photos de son chien, de sa famille, de ses dernières vacances, qui discute de ses préférences littéraires ou cinématographiques et de sa lecture de l'actualité. Bref, il ne joue pas un rôle public fait de conventions ; il joue plutôt et même vis-à-vis des acteurs qui sont au plus loin de lui dans son réseau de contacts un rôle pleinement personnalisé, dans lequel sa singularité d'individu est mise au premier plan. Inversement, les autres avec lesquels il échange et collabore risquent eux aussi d'apparaître comme des individus singuliers, personnalisant leur rôle. Ces autres singuliers et reconnaissables dans leur individualité sont susceptibles, dans l'expérience du militant, de se substituer à des rapports plus impersonnels avec le collectif, tel que le lien entretenu par un militant politique avec son organisation par l'entremise d'un bulletin de liaison officiel envoyé à tous les membres. En somme, il me semble que l'usage qu'on fait des communications électroniques alors qu'on s'engage dans l'espace public ou qu'on s'investit dans

un mouvement citoyen a ceci de particulier qu'il permet et favorise une personnalisation des rapports et des interactions à une échelle relativement inédite, plus étendue que celle qu'engageaient les rapports de familiarité qu'on pouvait nouer localement à l'intérieur d'une organisation.

Sennett pensait que notre besoin et volonté de personnaliser les rapports finirait par rendre impossible la vie publique. Je pense en fin de compte que le diagnostic de Sennett était juste : beaucoup de gens ne manifestent que peu d'intérêt pour la vie publique dans la mesure où celle-ci repose sur des rapports codifiés dans lesquels les acteurs sont interchangeable et ne personnalisent pas les rapports. Je crois en revanche qu'on peut réviser son pronostic : la personnalisation des rapports et la participation à la vie publique

Il me semble qu'il y a là un contexte susceptible de permettre une expérience inédite de l'espace public. Ainsi, on peut imaginer l'expérience du militant démocrate (ou de l'étudiant québécois en grève ou du jeune moldave opposé à l'élection du parti communiste...) qui échange avec les autres via Facebook, sur des plateformes où il est potentiellement, de proche en proche, en lien avec des militants de tout le pays.

ne sont pas aussi incompatibles qu'on aurait pu le croire, comme en témoignent depuis quelques années les usages qui sont faits des médias sociaux dans le contexte de différents soulèvements populaires ou mouvements citoyens.

Les nouveaux citoyens et la stratégie numérique des collectivités locales

LYNNE L. BERNIER

Associate Professor of Political Science and Global Studies à Carroll University, Waukesha, Wisconsin et professeur invité à Sciences Po Bordeaux

À la suite d'un travail de terrain auprès des autorités politiques et administratives des collectivités locales dans une région de France, j'ai eu l'occasion de réfléchir aux défis que représente la jeune génération « branchée » dans la stratégie numérique des communes. En témoigne l'évolution dans la plupart des systèmes politiques dit « avancés » d'une conception de « la démocratie continue », où l' élu se sent obligé de se mettre à l'écoute des opinions et des « apports » citoyens. Ce n'est pas une question de démocratie directe, dans laquelle les citoyens eux-mêmes prennent des décisions. Dans une démocratie continue, les citoyens vont aux urnes périodiquement, mais entre les élections, ils s'informent, donnent leurs avis, débattent avec d'autres citoyens ou bien avec des autorités politiques, en somme, restent connectés au système politique de façon continue. Les technologies d'information et de communication (TIC) pourraient jouer un rôle important dans ces processus.

Sans être trop naïf, on peut reconnaître que les outils de « e-consultation » et « e-participation » (par exemple forums de discussion, sondages en ligne, réseaux sociaux) sont des ressources que les autorités locales peuvent utiliser afin de donner la parole aux nouveaux publics, y compris les jeunes qui n'ont pas la réputation de s'intéresser beaucoup à la politique, du moins dans sa forme « traditionnelle ». Avec l'émergence du Web 2.0 et même 3.0, la pratique des collectivités locales évolue avec les technologies et les usages des citoyens

dans le domaine privé. Les jeunes devant à leur majorité des électeurs dont l'avis est important pour les élus et pour les administrations, ont des pratiques de communication (et plus largement, de réaction et d'interaction) bien différentes des générations précédentes grâce à leur vie d'internautes. En d'autres termes, le « haut » essaie, au fur et à mesure, de s'approcher des pratiques « d'en bas, » et aux attentes des citoyens.

La typologie qui suit illustre l'éventail d'orientations vers les TIC rencontrées parmi les autorités dans les communes étudiées. Ces orientations varient souvent en fonction de l'âge de ces autorités, et de leur usage personnel de ces technologies. Ce schéma peut également décrire les orientations de la population en général.

Les réfractaires, dans la classe politique ou dans la population, sont surtout des gens d'un certain âge qui n'ont pas l'habitude d'utiliser le numérique et qui craignent que son usage « déshumanise » les relations entre les gens. Ils préfèrent les interactions en « temps réel » avec une présence physique.

Les croissants pensent que le numérique peut être utile aux relations humaines, mais ne savent pas s'en servir et ne se soucient pas de le maîtriser. Quand il s'agit des personnes politiques, surtout les maires, ils autorisent leurs agents ou d'autres élus à s'y intéresser.

Les praticiens jugent les outils numériques utiles ; ils essaient de suivre leur évolution et ils sont « branchés », savent communiquer par voies électroniques, le courriel au moins, et vont régulièrement sur Internet. Parmi les autorités rencontrées pour mon étude,

la plupart sont des leaders praticiens qui encouragent la démocratie continue électronique.

Les naturels sont ceux qui sont vraiment dans l'esprit des « natifs numériques » -- ce sont les jeunes de moins de 25 ans. Ils habitent « un autre univers » (la phrase d'un de mes interlocuteurs, un agent d'une trentaine d'années) que celui des réfractaires, des croissants, et même des praticiens.

Pour les naturels, le numérique n'est pas simplement un outil, c'est une approche, une façon de vivre, de communiquer, de se projeter et de s'engager dans le monde. Le numérique est une des voies de leur relation avec le monde, y compris le monde politique. Ce sont des gens pour qui les sites de réseaux sociaux sont des lieux naturels pour se connecter et achever des projets collaboratifs par la pratique de *crowd-sourcing* profitant de l'intelligence collective. Ils voient en Facebook, par exemple, un grand potentiel démocratisant ; c'est sur de telles plateformes que les vrais échanges politiques vont se passer. Leur modèle est un monde horizontal et partagé qui s'oppose au « verticalisme » des hiérarchies traditionnelles à la base de l'autorité politique.

Comme les naturels sont par définition jeunes, ils sont rarement dans les rangs des autorités politiques ou administratives. Ils sont plutôt des webmaîtres ou *community managers*, exerçant de nouvelles professions dans des collectivités locales. Ils peuvent d'une façon indirecte influencer les leaders à promouvoir les outils Web 2.0 de partage et d'échange.

Si les autorités souhaitent engager les jeunes dans la politique des villes, elles doivent proposer les dispositifs nécessaires pour répondre aux attentes des citoyens naturels en TIC. Pendant mes entretiens, j'ai trouvé parmi la plupart des interlocuteurs, âgés de 35-55 ans, une orientation de pratiquants avec une conception du numérique comme un outil parmi d'autres dans la boîte à outils des autorités locales. Ils pensent plutôt la communication de haut en bas, sans imaginer le potentiel des échanges numériques impulsés par des citoyens. Mais j'ai rencontré au moins un exemple d'un très jeune conseiller municipal, lui-même naturel, qui est ouvert à une pratique innovatrice des TIC, incorporant le partage d'information par le site Web de la ville, le débat en ligne entre citoyens, et l'intégration de ces opinions dans des réunions (physiques) publiques. Ce modèle que j'appelle « hybride » crée la possibilité d'entendre la « voix » des jeunes citoyens (et des autres) qui ne participent pas aux réunions publiques « traditionnelles ». La création de nouveaux dispositifs de participation peut produire un changement dans les relations de pouvoir qui déstabilise les autorités en menaçant leur supériorité. Dans cet exemple, l' élu a voulu expérimenter le dialogue en ligne avant la réunion et créer une situa-

tion où son rôle d'autorité était moins évident. Mais pour beaucoup d'élus plus conventionnels, il est difficile d'imaginer un nouveau partage de la parole et du pouvoir.

L'évolution qui va le plus changer la donne dans ce domaine, c'est l'avènement des technologies mobiles, et surtout des smartphones sophistiqués et pas chers, avec un accès 4-G au Web. Des jeunes de toutes les strates socio-économiques ont un accès et une facilité à communiquer avec ces outils. Ils ont aussi des attentes qui viennent de leurs expériences dans le secteur privé, commercial ou autre. Selon un agent pratiquant, c'est une technologie à coût abordable qui est, pour les naturels :

« ...pas simplement un outil, mais une extension de leur être. Le smartphone change notre façon de travailler, notre économie, etc. C'est évident. Les jeunes sont les électeurs de l'avenir et si on ne les intéresse pas en politique à travers ces outils, ils ne voteront pas. Ils sont nés dans le numérique et si on leur dit, « bon, maintenant tu es grand, tu es un adulte et responsable, et tu dois t'exprimer avec ce bulletin de vote et assister aux réunions en face-à-face , ils vont rejeter ce style de vie politique.»

L'utilisation des TIC permet le développement d'un modèle, que j'appelle « hybride », qui crée la possibilité d'entendre la « voix » des jeunes citoyens (et des autres) qui ne participent pas aux réunions publiques « traditionnelles ».

La question la plus pertinente qui se pose vis-à-vis des smartphones, c'est comment les utiliser pour enrichir la démocratie ? On peut imaginer une application par exemple qui relie la géolocalisation d'une personne et des informations sur ses intérêts en politique publique locale afin de la diriger vers des réunions ou manifestations se tenant à proximité. C'est encore un modèle hybride. On pourrait aussi lier la géolocalisation et les discussions ou sondages virtuels sur des questions relatives aux quartiers où les gens se trouvent. Le smartphone, en devenant de plus en plus abordable, porte en lui le potentiel de multiplier des liens entre les espaces publics réels et les espaces publics virtuels, surtout auprès des jeunes citoyens.

Des nouveautés pas si nouvelles ?

Déconstruire les discours de « nouveautés » autour du militantisme partisan en ligne des jeunes

ANAÏS THÉVIOT

Doctorante, Centre Émile Durkheim, Institut d'études politiques de Bordeaux

La place grandissante prise par Internet dans les campagnes électorales françaises renouvelle les questionnements autour de « nouvelles » formes de militantisme partisan (Lilian, 2008). La référence au militantisme de gauche, voire communiste, structure les recherches sur l'engagement au sein de partis politiques et a vu apparaître une opposition entre la figure « totale » de l'ouvrier militant et les supposés « nouveaux » militants. Cette opposition s'appuie sur la thèse du post-matérialisme selon laquelle l'existence de nouveaux clivages politiques aboutirait à de nouvelles revendications (Touraine, 1969 ; Inglehart, 1977 ; Offe, 1997) – on serait passé de revendications matérialistes concernant les conditions matérielles d'existence (salaire) à des revendications plus qualitatives, post-matérialistes portant davantage sur la qualité de vie, les identités... Dans les années 1970-80, le développement du courant des « Nouveaux Mouvements Sociaux » (NMS) a contribué à diffuser cette approche, pourtant vivement critiquée (Filiéule, 1997, p. 91-201 ; Collovald, 2002, p. 181-187). Une série de travaux sur l'engagement dans les mouvements altermondialistes, humanitaires, environnementaux, des « sans » — sans papiers, sans logis — et des « antis » — anti-publicité, anti-consumérisme — a ensuite vu le jour, délaissant ainsi le militantisme dit « traditionnel » au sein des partis politiques².

² Pour une revue de la littérature sur cette thématique, se référer à l'article de F. Sawicki et J. Siméant (2009). Voir aussi I. Sommier et X. Crettiez (2006).

La « nouveauté » des thématiques portées par ces NMS s'est diluée dans la « nouveauté » des formes d'organisations des collectifs militants – on serait passé d'une structure pyramidale et hiérarchique à un fonctionnement en réseaux, plus horizontal, associé au concept de délibération. La structure réticulaire du Web semble ainsi adaptée à ces supposées nouvelles formes d'actions politiques moins hiérarchisées et organisées en réseau de médiation horizontale (Cardon et Granjon, 2002). Et, dès qu'il s'agit de militer en ligne, ce sont les jeunes qui sont pris pour cible par les partis politiques, partant du présupposé qu'ils seraient plus compétents sur la Toile que leurs aînés.

Twitter lors d'un meeting pour soutenir son candidat, commenter un blog politique, partager l'actualité d'un site de parti politique sur Facebook constituent bien des actions engageantes pour l'internaute, au sens où il affiche son opinion politique et tente d'influer sur celles de ses « amis » ou *followers*. Pourtant ces actions semblent ponctuelles et ne nécessitent pas forcément une adhésion à un parti politique. Elles relèvent, *a priori*, davantage d'un militantisme « à la carte » ou « post-it »³, où chacun choisit son degré d'engagement et les modalités de celui-ci, se méfiant des institutions partisans comme cadre de pensée unique. La campagne pour l'élection présidentielle française a été marquée par exemple par le dispositif porte-à-porte géré via le site internet de mobilisation du Parti Socialiste (PS),

³ « À l'engagement symbolisé par le timbre renouvelable et collé sur la carte, succéderait l'engagement symbolisé par le post-it détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment ». (Ion, 1997).

TousHollande.fr. Celui-ci a été conçu dans l'objectif de toucher un « public » plus large que les adhérents du PS. Il s'adresse, selon les mots de Natalie Rastoin, chargée de la stratégie de la campagne numérique au QG de François Hollande, au « militant rénové » :

« Le fait d'avoir un site de mobilisation permettait de rendre visible une volonté politique puissante sur l'innovation de faire du porte à porte, d'avoir un militantisme rénové, de renouveler le militantisme. C'était un message politique. [...] Le militantisme rénové c'est la capacité à aider un candidat à un moment, avec ce qu'on est, et non pas en étant adoubé par un parti qui historiquement ne reconnaît les militants socialistes uniquement s'ils connaissent l'histoire de leur parti depuis le début du XIX^e siècle. C'est une capacité à accepter une très grande flexibilité d'entrée des gens, et à accepter d'intégrer et de se servir des gens qui ne sont pas la vision historique de leurs militants et de leur laisser une liberté qui n'est pas la vision historique du militant. » (Rastoin, 2012)

Il existe donc bel et bien un discours politique autour de « nouvelles » formes de militantisme, adossé de connotations normatives s'opposant à la figure historique du militant attaché « corps et âme » à son parti et présupposant que le militantisme « distancié » se révélerait davantage respectueux de l'individu et de son autonomie. Ainsi, les investissements demandés en ligne, décentralisés, immédiats et réactifs, participent à l'intéressement de nouveaux publics non adhérents, mais ne les rend pas – dans la pratique – légitimes pour agir aux yeux des militants plus classiques. Dans le cas du porte-à-porte socialiste,

adhérents et sympathisants sont parvenus à cohabiter, mais sans parvenir à former un nouveau collectif autour de la campagne (Mabi et Théviot, 2013). Le militantisme en ligne (et l'inclusion de militants ponctuels) est en effet souvent décrié par certains militants « traditionnels » : « L'outil est adapté à une nouvelle forme de militantisme, un militantisme "light ou zéro prise de risque" à travers le "j'aime" de Facebook ou la pétition en ligne »⁴.

Cette opposition entre le militant historique et le « cyber-militant »⁵ est très présente dans les représentations véhiculées par les médias⁶ et par certains militants nostalgiques d'une période qu'ils décrivent comme un « âge d'or » (Lefebvre, 2013) ; mais a-t-elle réellement du sens ? Une étude menée sur les partis danois et norvégiens souligne que ceux qui militent en ligne sont en fait les membres les plus actifs dont l'action sur Internet s'ajoute à celle du terrain (Pedersen et Saglie, 2005).

Confronter discours politique autour de la rénovation et pratiques des jeunes militants permet de mettre à jour les stratégies politiques qui sont en œuvre derrière les mots : afficher l'innovation sans pour autant remettre en cause les structures et cadres existants du parti afin de ne pas bousculer des équilibres internes ou mettre en danger des positions. « Ce que je retiens de la cam-

pagne de François Hollande en 2012, c'est que, finalement, ça a été une campagne assez traditionnelle. Ce que je veux dire, c'est que j'ai l'impression qu'on est revenu vraiment aux fondamentaux. Il n'y a pas eu vraiment, à mon avis, de rôle des nouvelles technologies, au sens large, dans la campagne, a été très marginal et c'est une campagne qui s'est d'abord jouée sur les grands médias » (Hollande, 2012).

Sources

Cardon, D. et Granjon, F. (2002), « La radicalisation de l'espace public par les média-activistes. Les pratiques du web lors du second Forum social mondial de Porto Alegre », *Communication au VIIe Congrès de l'Association française de science politique, Table-ronde « La radicalisation politique »*, Lille, 18-21 septembre.

Collovald, A., Lechien, M.-H., Rozier, S. & Willemez, L. (dir.) (2002), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*. Rennes : Presses universitaires de Rennes (Res Publica).

Fillieule, O. (1997). *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Paris : Presses de Sciences Po.

Inglehart, R. (1977). *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*. Princeton : University Press.

Ion, J. (1997), *La fin des militants ?* Éd. de L'atelier.

Lefebvre, R. (2013), Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de l'engagement distancié et transformations du militantisme au parti socialiste, *Politix*.

Lilian, M. (2008). Un "nouveau militantisme" ? À propos de quelques idées reçues, *Contretemps*.

Mabi, C. & Théviot, A. (2013), « La rénovation par le web ? Dispositifs numériques et évolution du militantisme au PS », colloque international du réseau

DEL, "Regards critiques sur la participation politique en ligne", Paris, 19 et 20 juin.

Margetts H. (2006). Cyber Parties. Dans R. Katz & W. Crotty (dir.), *Handbook of Party Politics*. Londres : Sage, 2006.

Offe, C. (1997), *Les démocraties modernes à l'épreuve*, textes réunis et présentés par Yves Sintomer et Didier Le Saout. Paris, L'Harmattan (Logiques politiques).

Pedersen, K. et J. Saglie, (2005), New technology in Ageing Parties. Internet use in Danish and Norwegian Parties, *Party Politics*, 11 (3), 359-377.

Sawicki, F. & Siméant, J. (2009), Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français, *Sociologie du Travail*, 51 (1), 97-125.

Sommier, I. & Crettiez, X. (dir.) (2006), *La France rebelle. Tous les mouvements et acteurs de la contestation*. Paris : Éditions Michalon.

Touraine, A. (1969). *La société post-industrielle. Naissance d'une société*, Paris : Denoël-Gonthier.

Entretiens :

Rastoing, N. (2012), chargé de la stratégie numérique au sein de l'équipe numérique de François Hollande. Entretien du 15 septembre.

Hollande, T. (2012), responsable du pôle « vidéo » au sein de la cellule numérique du QG de François Hollande. Entretien du 10 octobre.

⁴ Matthieu, 42 ans, adhérent PS de la Fédération de Gironde depuis 1992 ; réponse au questionnaire.

⁵ Helen Margetts (2006, p. 528-535) parle de « cyber-parti », au sens où le parti tendrait à se détacher des structures traditionnelles et des modes de communication en face-à-face et privilégierait la machine sans intermédiaire humain. Nous reprenons ici sa formule en l'adossant cette fois-ci aux militants, mais dans une acception plus large : le cyber-militant serait un adhérent qui milite activement sur le Net.

⁶ Voir par exemple : « [Le web, nouveau canal pour le militantisme et l'engagement citoyen](#) », *Le Point*, 6 décembre 2011.

Plus démocratiques, les médias sociaux ? Probablement pas.

HENRY MILNER

Research Fellow, Chaire de recherche du Canada en études électorales (CRCEE), Département de science politique, Université de Montréal

Comment rendre compte des attitudes et des comportements politiques des nouvelles générations qui ont grandi avec Internet ?¹ Les médias numériques les ont-ils encouragés à devenir des citoyens engagés « en ligne » en délaissant les canaux traditionnels ou les grands bouleversements engendrés par ces nouveaux médias les ont-ils conduits à décrocher davantage de la politique ?

Les opinions divergent quant à l'impact de ces nouveaux médias sur l'engagement politique des jeunes et ces réalités sont difficiles à quantifier. Cependant, on sait que la participation électorale a diminué au cours des 20 dernières années, de même que l'engagement dans les partis politiques et les autres formes de participation politique conventionnelle. Il est encore plus préoccupant de constater que ce retrait s'est accompagné d'un déclin, celui-ci mesurable, de l'intérêt et des connaissances politiques.

Il y a maintenant plus de 10 ans, nous avons déjà étudié cette relation en développant le concept de compétence civique (civic literacy), c'est-à-dire la capacité qu'ont nos sociétés à encourager ou non une participation politique informée. Depuis la publication de *Les compétences civiques*. Comment les citoyens informés contribuent au fonctionnement de la démocratie, la généralisation des médias sociaux a ajouté une autre dimension à la question, ce qui

rend le phénomène encore plus difficile à mesurer. Bien que nous ayons des données sur la participation électorale et que nous pouvions compter, par exemple, le membership dans des organisations bénévoles ou même le nombre de clics sur les sites politiques, il nous manque encore des méthodes satisfaisantes pour mesurer le niveau d'engagement politique par le biais de médias sociaux.

Internet semble rendre plus facile pour quiconque ayant un intérêt et quelques compétences de recherche à s'informer à peu de frais. Toutefois, les algorithmes de recherche peuvent aussi nous permettre d'éviter complètement les informations politiques, ou de limiter les informations aux sujets qui nous intéressent déjà ou aux opinions que l'on partage. Google et les autres moteurs de recherche construisent justement leurs algorithmes en favorisant les résultats qui s'inscrivent dans la suite des intérêts déjà recherchés par l'internaute.

Les défenseurs d'Internet avancent que ce dernier augmente la variété et facilite l'accès aux contenus politiques lorsqu'il est utilisé pour encourager la curiosité politique. De plus, les réseaux sociaux sont susceptibles de mobiliser un très grand nombre de personnes sur les causes politiques les plus diverses. Toutefois, il ne faut pas oublier que cette capacité mobilisatrice des réseaux sociaux n'a pas que des conséquences constructives. Les leçons des événements récents qui ont mobilisé des milliers de jeunes Québécois contre la hausse des droits de scolarité ont montré des failles entre une participation politique mobilisée par les médias sociaux et celle dont nous sommes habitués la démocratie représentative. Il s'agit d'un

défi important pour ceux qui prétendent que l'activisme en ligne remplace la politique traditionnelle.

La démocratie représentative implique une forme de mobilisation linéaire. Elle repose sur l'idée que des objectifs sont proposés par un ou des partis qui s'engagent à les réaliser s'ils sont élus. Les changements politiques se concrétisent donc par les partis qui réussissent à obtenir le pouvoir par la voie électorale. Il leur faut ainsi conquérir l'opinion publique, ce qui représente un long processus requérant habituellement des compromis où les objectifs des autres groupes sont au moins partiellement pris en compte. Au contraire, la logique de mobilisation par les médias sociaux est fort différente. Elle filtre les informations qui ne sont pas conformes à ses intérêts et à ses positions, ce qui n'encourage pas le dialogue avec ceux qui ne partagent pas les mêmes opinions. La grève étudiante au Québec est ainsi un exemple où une minorité a clairement eu un effet de blocage. Plutôt que de chercher à gagner l'opinion publique à leur cause en se préparant au compromis, les étudiants ont utilisé les médias sociaux pour encourager les fermetures des cégeps et des universités et perturber la vie des Montréalais. L'annulation de la hausse des droits de scolarité par le gouvernement minoritaire nouvellement élu du Parti québécois n'est pas le résultat d'une volonté de l'opinion publique : au contraire, 60 % des votes se sont répartis entre des partis opposés à la hausse. Pour les militants étudiants, le message était cependant clair : le changement social s'obtient lorsque les gouvernements sont contraints par le pouvoir de la rue.

La destruction des biens et des propriétés qui ont accompagné ces protesta-

¹ Ce texte est d'abord paru en anglais dans *Policy Options* en novembre 2012.

tions mobilisées par les médias sociaux exprime le rejet de la « linéarité » de la démocratie représentative. Dans des situations critiques, telles que la crise budgétaire en Grèce ou les protestations contre l'augmentation des droits de scolarité au Québec, une minorité motivée, bien consciente de la vulnérabilité de la démocratie représentative aux forces perturbatrices, peut utiliser les médias sociaux pour mobiliser rapidement un grand nombre de personnes autour d'un but politique non négociable. Une telle logique, nous le craignons, ne conduit pas à une plus grande démocratie, bien au contraire.

Alors comment pouvons-nous utiliser les puissants outils d'Internet pour améliorer la démocratie plutôt que de la remettre en cause ? En matière d'instruction civique, nous avons montré comment les pays scandinaves, entre autres, ont réussi à atteindre des niveaux élevés de participation politique informée par le biais de politiques efficaces dans des domaines comme l'éducation des adultes, le soutien de la télévision et de la radio publiques, les subventions aux journaux et les publications et services destinés aux adultes ayant de faibles compétences en lecture. En cette ère où les médias évoluent si rapidement, on identifie maintenant un peu mieux quel genre d'interventions pourraient être efficaces pour enrayer le déclin de la participation

politique des jeunes. Des données danaises montrent ainsi que les jeunes qui atteignent l'âge de voter alors qu'ils vivent encore à la maison ont une plus grande probabilité de le faire, ce qui renforce leur habitude de participation. Abaisser l'âge électoral à 16 ans, comme cela a été fait en Autriche, peut donc augmenter le taux de participation.

Mais à elles seules, ces mesures ne peuvent que ralentir, et non inverser le déclin générationnel observé au niveau de la participation politique. Des recherches norvégiennes autour du vote à 16 ans nous portent à croire que les adolescents qui accompagnent leurs parents aux urnes ne sont pas plus susceptibles de développer un plus grand intérêt pour la politique que s'ils n'avaient pas été autorisés à voter. Les développements technologiques, comme le e-vote, n'ont qu'un effet marginal sur les niveaux d'engagement.

Il ne faut pas croire que la petite minorité de jeunes qui s'engagent dans d'autres formes de participation ou de militantisme ne votent pas : en réalité, ceux qui rejettent la politique sont vraiment complètement rayés de la carte politique ! Une récente enquête menée par Élections Canada sur les jeunes est révélatrice. Trois questions de connaissances politiques ont été posées, et s'ils avaient voté. Ceux qui ont porté attention et acquis ainsi des connaissances

politiques, participent ; ceux qui ne prêtent attention ont plus tendance à ne pas voter.

Dans notre dernier livre, *The Internet Generation: Engaged Citizens or Political Dropouts*, nous soutenons que nous devons chercher des moyens d'utiliser la communication sur Internet dans le cadre de programmes très ciblés d'éducation civique pour les écoles secondaires et les lycées. Les recherches transnationales démontrent de plus en plus comment l'éducation civique donne de meilleurs résultats dans les cadres institutionnels comprenant, entre autres, des systèmes électoraux proportionnels, des élections à date fixe, ainsi que le vote à 16 ans. Nous sommes loin d'avoir des preuves démontrant que la rue, avec une mobilisation par les médias sociaux, constitue une véritable salle de classe pour la démocratie. Pour l'instant, nous devons nous méfier de ceux qui nous promettent un nouveau monde par l'engagement politique en ligne. Si nous souhaitons donner à la génération Internet une participation effective dans le cadre de la démocratie représentative, nous aurons plutôt besoin d'en savoir davantage sur les meilleurs outils pour promouvoir l'enseignement civique auprès de ceux qui entrent à l'âge de la politique et qui doivent porter le destin de la démocratie.

En guise de conclusion

BERNARD FOURNIER

*Coordonnateur de cette édition
du bulletin de l'OJS*

Voilà toute une série de points de vue qui permettent de nourrir le débat. D'une vision assez négative que joueraient maintenant les réseaux sociaux dans l'organisation des mouvements de masse, comme nous le propose Henry

Milner¹, aux descriptions des mouvements de jeunes utilisant ces moyens, en passant par les changements sociologiques qu'ils entraînent déjà (et les

esquisses de Gallant et Pastinelli sont ici passionnantes), de nouvelles voies fort prometteuses s'ouvrent pour les recherches sur la jeunesse.

¹ Au passage, soulignons que nous ne partageons pas son analyse des derniers mouvements étudiants : ils ne peuvent pas être assimilés uniquement au mouvement des casseurs.